



LA MINISTRE

..:

Paris, le 06 NOV. 2012

Madame,

Rendre effectif le droit au départ en vacances pour tous est l'une de mes priorités. En effet, les Français ont été de plus en plus nombreux, au cours des dernières années, à renoncer à un séjour hors de leur domicile pendant leurs vacances. En 2011, 46% des français ne sont pas partis en vacances et les inégalités s'accroissent : les Français les plus pauvres partent maintenant deux fois moins que les plus aisés et la plus grande partie des séjours de vacances est concentrée sur seulement ¼ des Français.

Si des facteurs conjoncturels, tels que la crise financière actuelle, peuvent expliquer en partie ce constat, il n'en demeure pas moins que cette tendance tend à s'enraciner et à se faire structurelle. C'est un état de fait que je me suis engagée à combattre résolument.

C'est pourquoi j'ai décidé de vous confier une mission dont j'attends des propositions opérationnelles qui composeront le socle du plan d'actions que je me propose de mener sur la période 2013-2017.

La première dimension de cette mission portera sur l'identification de publics cibles, en difficulté dans leur accès aux vacances, mais qu'un soutien simple et efficace serait susceptible de rétablir rapidement dans ce droit.

A cette fin, un état des lieux des dispositifs existants portant tout autant sur les aides « à la personne » que sur les aides aux structures d'accueil sera réalisé : il devrait identifier comment simplifier et mieux articuler les aides aux personnes et comment rapprocher leurs attentes et les offres des acteurs économiques et associatifs assurant l'accueil et l'accompagnement des vacanciers.

La deuxième dimension de votre mission sera consacrée à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions pilotes à destination des publics ciblés, comprenant des objectifs chiffrés. Les publics prioritaires devront inclure les jeunes de 18 à 24 ans, et en particulier les apprentis, notamment en examinant les possibilités de vacances de proximité à l'instar d'expériences locales réussies.

Madame Claudie BUISSON
Contrôle Général Economique
et Financier
67, rue BARBES
BP 80001
94201 IVRY-SUR-SEINE CEDEX



Les deux dimensions de la mission doivent conjointement chercher à restaurer une plus grande justice sociale en matière de vacances, grâce à un accès facilité aux aides, mais aussi contribuer à structurer dans la durée une filière qui devra rassembler les bénéficiaires de cette politique, les acteurs œuvrant auprès de ces personnes et les gestionnaires d'équipements touristiques.

Vous pourrez bénéficier pour cette mission des appuis administratifs et logistiques nécessaires au sein des services de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services et des autres acteurs du tourisme relevant de l'Etat, notamment l'Agence Nationale des Chèques Vacances.

Je souhaite pouvoir disposer d'un bilan de ces actions à l'issue de la saison estivale 2013. Un point d'étape sera également réalisé dès décembre 2012 afin que vous puissiez me faire part de vos premiers constats.

Vous remerciant d'avoir accepté cette mission, je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.


Sylvia PINEL